

Kosovo: naissance d'un nouvel Etat

La déclaration d'indépendance du Kosovo intervenue dimanche 17 février, bien qu'attendue depuis quelques semaines déjà, n'a pas manqué de créer l'évènement. Depuis, les divisions liées à la reconnaissance de ce micro-Etat se succèdent.



■ Kosovars fêtant l'indépendance proclamée le 17 février.

Le lendemain de la proclamation d'indépendance du Kosovo, plusieurs pays ont reconnu cette province serbe à majorité albanaise comme un Etat indépendant et souverain. A leur tête, les Etats-Unis, suivis de la France et de la Grande-Bretagne. Mercredi 20 février, c'était notamment au tour de l'Allemagne et de l'Autriche d'annoncer leur reconnaissance. Dans les rues de Pristina, l'euphorie domine : cris de joie, remerciements adressés aux pays ayant reconnu l'indépendance, concerts de klaxons, feux d'artifice. Dès mardi, le Parlement kosovar indépendant a adopté ses premières lois, portant entre autres sur la création d'un ministère des Affaires étrangères, des passeports et d'une police nationale. Un nouveau drapeau a été hissé devant le siège du gouvernement : celui de la République du Kosovo. Le jour même, Javier Solana, diplomate en chef de l'UE, se rend à Pristina. Le plus jeune Etat du monde semble décidément bien déterminé à assurer sa survie. Mais les divi-

sions quant à la proclamation, persistent. Si pour Washington, l'indépendance de cette province apportera la «paix» dans les Balkans, Moscou, fidèle alliée de la Serbie, reste catégoriquement hostile à la proclamation, affirmant au contraire que celle-ci est source de

Un haut responsable palestinien a cité le Kosovo comme un modèle porteur d'espoir pour les territoires occupés.

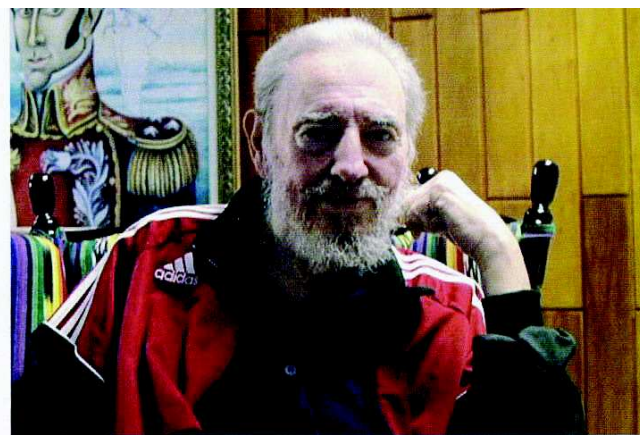
«danger» pour la stabilité internationale. La Serbie veut désormais empêcher que le Kosovo ne soit reconnu par les organisations internationales comme l'ONU. Au Conseil de sécurité des Nations unies, le président serbe Boris Tadic a averti : «Il y a des dizaines d'autres Kosovo à travers le monde qui attendent que l'acte de sécession de celui-ci devienne réalité et établisse une norme acceptable», a-t-il dit.

Dangereux précédent ?

En effet, nombreux sont les pays qui craignent que l'indépendance du Kosovo n'encourage les séparatismes. C'est la raison pour laquelle le Canada, l'Argentine, la Chine, l'Espagne, la Géorgie, la Slovaquie, la Grèce et Chypre restent prudents, voire s'opposent à la reconnaissance du Kosovo. Déjà un haut responsable palestinien a cité le Kosovo comme un modèle porteur d'espoir pour les territoires occupés. Mais la Serbie et la Russie ne sont pas parvenues pour autant à faire annuler aux Nations unies la proclamation, l'organisation adoptant pour l'heure une position neutre. A Belgrade, la tension monte à la veille d'une gigantesque manifestation prévue jeudi 21 février contre l'indépendance kosovare et qui aura pour slogan : «Le Kosovo est la Serbie». A noter ici que l'indépendance pose le problème de la minorité kosovare serbe - environ 10% de la population.

Selon le plan élaboré par l'envoyé spécial de l'ONU au Kosovo Ahtisaari, une large décentralisation et une autonomie des municipalités permettraient à la minorité serbe de gérer elle-même ses affaires. Mais la Serbie, qualifiant le nouvel Etat de «fantôme» et rappelant ses ambassadeurs dans les pays reconnaissant l'indépendance du Kosovo, refuse de céder à la pression internationale. Une position qui risque de retarder son processus d'adhésion - pourtant bien avancé - à l'UE. A l'ère des régionalismes, l'anachronisme nationaliste peut coûter cher. ■

AMINA BOUBIA



Fidel Castro prend sa retraite

Mardi 19 février Fidel Castro annonçait, à la surprise générale, son retrait de la présidence de Cuba après 49 ans d'exercice du pouvoir. Tandis que certains saluent une «sortie digne», d'autres déplorent la faible chance d'un changement de cap pour le pays.

Eloigné du pouvoir depuis déjà un an et demi par la maladie, Fidel Castro a annoncé, à l'âge de 81 ans, son retrait de la présidence cubaine après plus d'un demi-siècle de pouvoir absolu. Connu dans le monde entier pour son éternel uniforme vert, sa barbe, ses cigares, ainsi que pour son don d'enflammer les foules, Fidel Castro s'est voulu - avec son compagnon de route Ernesto Che Guevara - le héros de l'exportation de la révolution en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Dernier survivant de la génération de Nasser et de Nehru, il est élu symboliquement en septembre 2006 président du sommet des Non-alignés à La Havane. Dans sa logique anti-impérialiste, il tient tête aux Etats-Unis pendant près d'un demi-siècle : depuis 1962, l'île pâtit de l'embargo sévère que lui impose Washington. Mais le moment fort de la vie de ce révolutionnaire né en 1926 reste indéniablement son entrée triomphale en compagnie de ses guérilleros à La Havane en 1959 après 25 mois de combat dans la Sierra Maestra contre le régime autoritaire de Fulgencio Batista. S'il quitte aujourd'hui la présidence, Fidel Castro n'en est pas moins parvenu à léguer la révolution

cubaine en héritage à l'Amérique latine, notamment à travers le président vénézuélien Hugo Chavez, son ami personnel. Le Venezuela est en effet devenu le premier partenaire commercial et allié principal du pays depuis la grave crise économique qui a touché Cuba après la chute de l'Union soviétique. Et, fait surprenant, le dirigeant communiste - l'un des derniers du monde - compte d'autres admirateurs en Amérique latine, dont le premier leader indien en Bolivie Evo

Morales ou l'ancien guérillero sandiniste Daniel Ortega au Nicaragua.

Un «mythe vivant»

Parmi les alliés du régime, Pékin, qui a salué «le dirigeant révolutionnaire, vieil ami de la Chine». Le Vietnam s'est dit convaincu que «celle qui soit la position qu'il occupe, le président Fidel continuera à consacrer son intelligence et sa force à la cause révolutionnaire cubaine». A Moscou, le dirigeant du Parti communiste Ziouganov a affirmé que Castro était «un responsable politique génial qui a hissé haut le drapeau de la liberté». D'autres Etats également ont solennellement salué le retrait du révolutionnaire. Le président brésilien Da Silva, dernier chef d'Etat à l'avoir rencontré, l'a qualifié de «seul mythe vivant dans l'histoire de l'humanité». Au Chili, Isabel Allende, députée et fille du président socialiste Salvador Allende mort dans le coup d'Etat de 1973 du général Pinochet, a parlé d'une «sortie digne». Même le président du Costa Rica et Prix Nobel de la Paix de 1987, réputé anti-castriste, a qualifié le dirigeant de «héros d'une révolution». Pourquoi une telle fascination ? Quelque part, le régime de Castro reste sans doute le symbole nostalgique d'une alternative à un monde désormais mondialisé et capitalisé.

Après l'annonce du retrait de Fidel Castro, les pays occidentaux ont exprimé leur espoir de voir Cuba se démocratiser. Mais la dissidence cubaine en exil reste méfiante quant à l'idée d'une nouvelle ère politique. Et ce d'autant que le leader reste à la tête du parti unique, le parti communiste, et que le favori à la succession du leader n'est autre que son frère, l'actuel ministre de la Défense Raul Castro. Le seul changement à espérer est d'ordre économique, si Cuba venait à entreprendre des réformes à la manière des Chinois ou des Vietnamiens. Pour le suspense, le successeur doit être désigné dimanche 24 février par l'Assemblée. ■

A. B.

